

Palestine : La répression de la liberté académique en Europe, avec Joseph Daher

Toutes les versions de cet article : [\[English\]](#) [français]

vendredi 7 mars 2025, par [DAHER Joseph](#), [El HOURI Walid](#)

Alors que les gouvernements occidentaux répriment la solidarité avec la Palestine, les universités se font de plus en plus complices de la répression des voix critiques. Le cas de Joseph Daher n'est que le dernier d'une vague de répression plus importante.

Les universités d'Europe et d'Amérique du Nord sont de plus en plus sous le feu des projecteurs en raison de la manière dont elles se comportent envers les universitaires qui s'opposent aux politiques israéliennes et expriment leur solidarité avec la Palestine. Le cas de Joseph Daher, universitaire suisse d'origine syrienne à l'Université de Lausanne, en est un exemple.

Spécialiste de la vie politique au Moyen-Orient, Daher s'est retrouvé au cœur d'une controverse lorsque son contrat n'a soudainement pas été renouvelé à la suite d'une enquête sur ses activités liées à la solidarité avec la Palestine.

Son licenciement soulève des questions sur les libertés académiques et la vulnérabilité croissante des universitaires qui s'expriment sur la scène politique, en particulier lorsqu'il s'agit de critiquer Israël. En effet, les universités cèdent de plus en plus à des pressions extérieures (qu'elles proviennent de gouvernements, de médias ou de donateurs), ce qui conduit à la censure et à la répression des voix critiques.

Dans cet entretien, Daher partage son expérience, détaillant les événements qui ont conduit à son licenciement et les implications plus larges pour les libertés académiques en Europe.

Untold Mag - Comment vous sentez-vous après tout ce qui s'est passé ?

Joseph Daher - Les quelques premiers jours qui ont suivi la décision de l'université ont été difficiles, car j'ai perdu l'une de mes principales sources de revenus. Tout en luttant contre cette mesure et cette procédure arbitraires, j'essaie également de réfléchir à ce que je vais faire, en envisageant notamment un autre emploi universitaire. Mais maintenant, je me sens beaucoup mieux, notamment grâce au soutien important de ma famille, de mes amis, de mes camarades, des syndicalistes, de mon avocat, etc. et plus particulièrement de mes collègues (à l'intérieur et à l'extérieur de l'université) et du mouvement étudiant à l'université. La campagne a plutôt bien démarré. C'est épuisant, mais il est important de riposter. Mon cas n'est pas isolé ; il s'inscrit dans un ensemble plus large de poursuites contre des universitaires qui élèvent la voix contre le génocide, les violations systématiques des droits de l'homme par Israël et la collaboration des États et institutions occidentaux qui rendent cela possible.

J'ai reçu les résultats de l'enquête ouverte par l'université le lendemain de mon retour de Syrie. Je n'y étais pas retourné depuis 14 ans. Et quand j'ai entendu les résultats, j'ai tout de suite compris qu'ils voulaient me virer le lendemain.

Pouvez-vous nous expliquer le déroulement des événements qui ont conduit au non-renouvellement de votre contrat ?

Tout a commencé avec la guerre, le génocide, contre les Palestiniens à Gaza. J'étais impliqué dans des actions de solidarité, à l'intérieur et à l'extérieur de l'université, j'aidais les étudiant.e.s à s'organiser et je participais à des conférences et à des mobilisations sur la Palestine.

Puis, en mars, une plainte interne a été déposée contre moi. Bien qu'elle soit officiellement anonyme, nous avons des suspicions. Trois collègues ont été convoqués à une réunion avec le directeur de ma faculté, qui a remis en question la validité scientifique de mes positions sur la Palestine et ma compétence universitaire pour m'exprimer en tant que professeur sur la question, en particulier dans la presse.

À l'Université de Lausanne, la règle veut que les professeurs n'utilisent pas leur titre en dehors de leur domaine de compétence. La direction de l'UNIL a tenté d'utiliser cette règle contre moi. Mes collègues m'ont défendu, en soulignant que j'avais deux doctorats en Etudes du Moyen-Orient, que j'avais mené des recherches approfondies et que j'avais une connaissance directe de la Palestine. La tentative de remettre en question mon autorité scientifique a échoué.

Puis est arrivée l'occupation de l'université par les étudiant.e.s. Pendant la manifestation, j'ai prêté ma carte d'accès à l'université à une étudiante pour qu'elle puisse se reposer, déposer des affaires personnelles et prier dans mon bureau. À un moment donné, un agent de sécurité l'a vue et lui a dit qu'elle n'avait pas le droit de faire ça, et elle a arrêté.

À ce moment là, ce n'était pas un incident majeur. Mais cinq mois plus tard, l'administration s'en est servi comme prétexte pour ouvrir une enquête contre moi. Au lieu de la traiter en interne, ils l'ont confiée à un cabinet d'audit privé.

De nombreux professeurs prêtent leur carte à des étudiant.e.s, des assistant.e.s ou des invité.e.s. C'est une pratique courante, bien qu'officiellement contraire aux règles. Cependant, en octobre, l'administration de l'université a ouvert une nouvelle enquête administrative. Elle m'a envoyé un e-mail assez agressif exigeant des détails sur mes contrats externes, me laissant seulement dix jours pour répondre. L'objectif était de contester mon titre de professeur invité à l'université, qui est assorti de conditions.

J'ai répondu à toutes les questions dans les délais, avec l'aide du syndicat. Et puis, silence. Aucune réponse.

En décembre, j'ai été interrogé pendant quatre heures par le cabinet juridique chargé de l'enquête. Puis, ils ont cherché à élargir l'enquête en se basant sur une publication Facebook que j'avais partagée, une photo de Jésus-Christ portant un keffieh. J'ai demandé : « Quel est le rapport avec l'enquête initiale et de quoi suis-je accusé ? » Ils ont finalement abandonné cette dernière accusation, mais il était clair à ce moment-là que leur objectif était de me pousser vers la sortie avant le 31 janvier.

Bien que mes contrats soient semestriels, j'avais déjà signé mon prochain contrat pour le semestre suivant en mai 2024. J'ai même le courriel du service des ressources humaines qui le confirme. Chaque année, je signalais mes contrats des mois à l'avance et je recevais une

confirmation un mois avant le début du semestre, mais mes cours figuraient dans le programme bien avant ces confirmations. Aujourd'hui encore, les étudiants peuvent s'inscrire à mon cours pour le semestre de printemps.

Puis, le 17 janvier, j'ai reçu les résultats de l'enquête.

Nous avons immédiatement fait appel, demandant une prolongation car il y avait des irrégularités évidentes, tant dans la manière dont elle a été menée que dans ses conclusions. L'affaire reposait en grande partie sur un faux témoignage - qui accusait à tort l'étudiant à qui j'avais prêté ma carte de plusieurs faits, tandis que d'autres témoignages étaient négligés. L'individu a faussement prétendu que le prêt de cartes était du jamais vu et que l'étudiant était un militant impliqué dans des affrontements violents, ce qui n'était pas vrai. L'avocat n'a même jamais demandé à l'étudiant de confirmer ou d'infirmer ces accusations.

Nous avons contesté leurs conclusions, mais dès le lendemain, ils ont rejeté notre demande. Le 31 janvier, ils ont envoyé leur décision finale : ils m'ont reconnu coupable, mais n'ont pas pris de mesures disciplinaires. Au lieu de cela, ils ont simplement déclaré qu'ils ne renouvelleraient pas mon contrat.

Mais j'avais un contrat signé. Ils l'ont simplement annulé.

Les accusations des médias ont-elles influencé la décision de l'université ?

Les médias n'avaient pas accès à l'enquête, car j'étais soumis à une clause de confidentialité, ce qui a avantage l'université. Mais j'étais déjà attaqué à cause de ma position sur la Palestine.

Les médias de droite m'ont accusé d'être le principal organisateur des manifestations étudiantes et de manipuler les étudiant.e.s. Il y a eu une campagne coordonnée contre moi.

Nous avions l'un des mouvements étudiants les plus forts des universités suisses. L'administration a fait l'objet de vives critiques de la part de l'extrême droite, de la droite et de larges pans de la presse suisse alémanique. Dans d'autres universités, la police était intervenue et avait procédé à des expulsions.

Nous avions l'un des mouvements étudiants les plus forts des universités suisses. L'administration a été vivement critiquée par l'extrême droite, la droite et de larges pans de la presse suisse alémanique. Dans d'autres universités, la police était intervenue et avait expulsé de force les étudiants manifestants. Cela ne s'est pas produit à Lausanne, et la droite s'en est servie pour attaquer l'administration, la taxant de faiblesse. La pression s'est accrue.

Même un député local de mon canton a publiquement demandé mon licenciement.

L'université a-t-elle pris d'autres mesures ?

L'université a l'obligation de protéger ses employés.e. contre les critiques publiques.

Dans des cas précédents, lorsque des professeur.e.s impliqué.e.s dans l'action climatique ont été pris.e.s pour cible par les médias de droite, l'université les a défendu.e.s. À juste titre ! Ils

ont déclaré : Ces professeur.e.s sont des spécialistes dans leur domaine. Ils.elles ne peuvent donc pas être qualifié.e.s uniquement d'activistes, ce sont des expert.e.s scientifiques.

Mais dans mon cas, de nombreux articles diffamatoires ont été publiés à mon encontre, notamment des accusations d'antisémitisme, d'être un activiste sans expertise scientifique ou de ne pas être un vrai professeur. L'université a été invitée à commenter. Elle a généralement répondu : Pas de commentaire.

C'est donc une autre dimension de toute cette affaire.

Comment situez-vous ce qui vous est arrivé dans le contexte plus large des atteintes à la liberté académique ?

Bien sûr il ne s'agit pas que de moi. En Europe et aux États-Unis, nous assistons à des attaques continues et croissantes contre les libertés académiques, la liberté d'expression et les droits démocratiques, qui visent en particulier les universitaires qui critiquent Israël et les collaborations des États et institutions occidentaux avec ce dernier. Des étudiant.e.s ont également été la cible d'actes de répression en raison de leur solidarité avec la Palestine.

C'est une tendance très inquiétante, qui cible en particulier les universitaires et les étudiant.e.s qui ont pris position contre l'État d'Israël, contre ses violations des droits humains et contre le génocide. Beaucoup d'entre nous ont soutenu des campagnes appelant au boycott institutionnel des universités israéliennes, qui sont complices du maintien du génocide et du système d'apartheid.

Des universitaires, des artistes et des journalistes ont perdu leur emploi simplement pour avoir pris position sur la Palestine. Il s'agit de faire taire la dissidence et de contrôler les discours en milieu universitaire.

Pensez-vous que cette répression est liée à la montée de la droite ou y a-t-il quelque chose de plus profond en jeu ?

La répression ne vient pas seulement de l'extrême droite. Nous sommes confrontés à ce que j'appelle l'autoritarisme néolibéral : des dirigeants comme Macron, Biden et d'autres qui, bien que n'appartenant pas à l'extrême droite, ont également été extrêmement répressifs envers les mouvements de protestation.

Si vous regardez la manière dont ils ont réagi aux manifestations de Black Lives Matter, par exemple, ou plus récemment, au mouvement de solidarité avec la Palestine, il est clair qu'il ne s'agit pas seulement d'un phénomène de droite.

N'oublions pas que l'une des premières manifestations pro-palestiniennes à avoir été interdite en Europe l'a été en France en 2014, pendant l'une des guerres contre Gaza, et que le gouvernement était alors « socialiste ».

Je pense que cela est davantage à mettre en relation avec un contexte mondial plus large. Depuis la crise financière de 2008, le mécontentement vis-à-vis du système économique et politique n'a cessé de croître. Mais malheureusement, la gauche n'a pas été capable de s'affirmer efficacement ou de se présenter comme une alternative viable. En conséquence, la

scène politique a été de plus en plus dominée par deux forces : l'autoritarisme néolibéral - incarné par des personnalités telles que Macron et Biden - et l'extrême droite.

Il s'agit d'une tendance mondiale liée au capitalisme en crise, à une crise des droits démocratiques et à un recul plus général des libertés.

Et la Palestine joue un rôle clé dans cette répression. Elle a été instrumentalisée pour empêcher la construction d'une alternative de gauche.

Nous l'avions vu au Royaume-Uni avec Jeremy Corbyn, qui a été attaqué en permanence pour sa position sur la Palestine, accusé d'antisémitisme, même par des membres de son propre parti. Et aujourd'hui, en France, la principale cible des attaques politiques et de la répression est la cause palestinienne. Le Nouveau Front Populaire en France a également été la cible d'attaques politiques en raison de ses positions sur la Palestine, et plus particulièrement Rima Hassan, députée européenne du mouvement de gauche La France Insoumise.

Quels sont les menaces qui pèsent sur le rôle des universités ?

Comme vous le savez, le monde universitaire n'est pas un espace neutre. Il a toujours été un lieu de lutte tout au long de l'histoire.

Les institutions universitaires ne sont que le reflet des luttes politiques et sociales plus larges qui agitent la société. Si l'on considère par exemple comment certaines approches universitaires prédominantes, comme la vision orientaliste, en sont venues à être remises en question, on constate que cela ne s'est pas fait de manière isolée. Les connaissances orientalistes ont été remises en question principalement par des mouvements tels que la révolution russe et les combats pour la décolonisation, qui ont à leur tour remodelé le discours universitaire. De même, les mouvements des droits civiques et féministes ont également trouvé leur expression dans le monde universitaire.

Aujourd'hui, nous voyons apparaître un nouveau front dans cette lutte : celui des intellectuel.le.s, universitaires et artistes qui font entendre leur voix en faveur de la Palestine.

Dans le même temps, le monde universitaire est attaqué de toutes parts. D'un côté, nous assistons à la privatisation croissante des universités, qui les pousse à privilégier les domaines qui génèrent des revenus, souvent au détriment des sciences sociales et humaines critiques. De l'autre, nous assistons à des attaques directes contre les droits démocratiques, y compris la liberté académique.

Donc oui, le monde universitaire est un véritable champ de bataille, tout comme d'autres secteurs de la société. Et c'est dangereux, car je crois que le rôle premier des universitaires devrait être de produire des connaissances critiques, de critiquer la société afin de l'améliorer, de défendre les droits démocratiques et sociaux.

En général, les chartes des universités traduisent elles-mêmes cette mission. C'est pourquoi je critique ces institutions : elles ne respectent même pas leurs propres principes. De nombreuses universités ont des obligations formelles en matière d'implication et de liberté académiques, mais elles criminalisent et répriment des universitaires dont les positions, comme la mienne, sont directement fondées sur la recherche et l'expertise scientifique.

C'est un précédent extrêmement dangereux pour l'avenir des universités et la production de connaissances critiques qui devraient être transmises aux étudiants et à la société de manière plus générale.

Que peut-on faire pour résister à ce type de mesures répressives ?

Je pense qu'il existe de nombreuses garanties institutionnelles qui pourraient être mises en place pour éviter ce genre de situations.

Mais les protections institutionnelles ne suffisent pas à elles seules. C'est pourquoi, il y a quelques mois, nous avons commencé à nous organiser au sein de l'université.

Des professeurs ont créé une association, parallèlement au syndicat, non seulement pour défendre nos droits individuels et collectifs, mais aussi pour soutenir des collègues confrontés à une répression du même ordre. Nous avons publié des déclarations de solidarité, non seulement pour la Palestine, mais aussi pour d'autres causes.

Donc, en plus des recours juridiques classiques, nous avons besoin d'une organisation collective. Les professeurs et, plus généralement, le personnel enseignant et les travailleurs de l'université doivent se mobiliser au sein des syndicats, collaborer avec les étudiants et construire de solides réseaux de solidarité pour faire échec à ces mesures répressives.

En même temps, nous devons remettre en question les institutions qui continuent de collaborer avec les universités israéliennes qui violent les droits démocratiques, tout comme nous nous opposerions à des partenariats avec des institutions complices de violations des droits de l'homme dans d'autres pays. Notre engagement à défendre les droits démocratiques démontre que nous ne faisons pas d'Israël une « exception », alors qu'ignorer les violations des droits de l'homme qu'il commet reviendrait à le faire.

En fin de compte, ce qu'il faut, c'est exercer une pression par le bas. Dans mon cas, par exemple, aucune des règles de procédure n'a été respectée, tout a été arbitraire du début à la fin. C'est pourquoi nous poursuivons l'université en justice. Mais les seules batailles juridiques ne suffisent pas. Nous avons besoin d'une pression collective continue au sein du système universitaire et en dehors.

Je pense que la direction de l'université a supposé qu'elle pouvait faire ce qu'elle voulait et qu'il n'y aurait pas de réaction, mais ce n'est pas ce qui s'est passé.

Parce qu'aujourd'hui, c'est moi. Demain, ça pourrait être n'importe qui parmi mes collègues.

En tant que personne d'origine syrienne, comment voyez-vous cette dérive autoritaire en Europe, surtout après la chute du régime en Syrie ?

En Europe, nous ne connaissons pas de régime autoritaire absolu, nous avons encore la possibilité de nous défendre. Mais ce qui est inquiétant, ce sont les attaques incessantes contre les droits démocratiques et sociaux fondamentaux. Au cours des deux dernières décennies, nous avons assisté à une montée constante du racisme et de la xénophobie. Et oui, c'est profondément préoccupant.

Mais en même temps, je ne me suis jamais fait d'illusions sur la soi-disant « démocratie libérale ». J'ai surtout grandi en Europe. Et en tant que militant politique, je n'ai jamais idéalisé la démocratie occidentale.

Je ne suis donc pas totalement surpris que, dans un moment de crise politique et économique profonde, nous soyons témoins d'un tel niveau de répression.

Ce qui est troublant, cependant, c'est que beaucoup d'entre nous qui étudient les dynamiques politiques et l'autoritarisme, qui avons passé des années à analyser ces questions au Proche-Orient, observons maintenant de plus en plus de phénomènes de répression en Europe et en Suisse

J'ai des ami.e.s, des militant.e.s politiques qui ont souffert de la répression en Syrie, qui m'ont contacté.e.s abasourdi.e.s : « Que se passe-t-il ? » Ils et elles m'ont demandé s'ils pouvaient faire quelque chose pour me soutenir.

Et depuis le 7 octobre, je pense que toutes les illusions qui subsistaient sur la démocratie libérale occidentale ont été brisées.

Pour la première fois, j'ai entendu des collègues, notamment des universitaires au Liban, dire des choses comme : « Nous sommes heureux de ne pas être en Europe ou aux États-Unis en ce moment. » Plus encore, lors d'un voyage en Allemagne à la fin de l'année 2023, plusieurs familles syriennes m'ont dit qu'elles avaient demandé à leurs enfants de ne répondre à aucune question, ou de simplement dire qu'ils n'avaient pas d'opinion sur la question palestinienne à l'école, car, comme cela s'est produit dans de nombreux cas, surtout à l'encontre d'enfants d'origine arabe, ils avaient peur qu'ils en pâtissent. Cela leur a rappelé quand leurs parents leur disaient de ne pas parler de politique à l'école en Syrie... C'est effectivement inquiétant.

Donc oui, cela fait partie d'une tendance plus large et qui s'accélère. Beaucoup de gens ont maintenant le sentiment qu'il devient de plus en plus difficile de faire des travaux universitaires, de parler librement, dans ces conditions politiques.

Et finalement, quel est notre crime ? De dire non au génocide.

Bien sûr, la solidarité avec la Palestine est un devoir internationaliste, mais il s'agit aussi de défendre les droits démocratiques dans les sociétés occidentales. La Palestine est devenue à bien des égards une boussole politique pour quiconque cherche à promouvoir une société démocratique, égalitaire et sociale.

Une version plus courte de cet article est publiée par notre partenaire Global Voices.

P.-S.

- Traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde avec l'aide de DeepLpro.

- Source - Untold Mag, 7 mars 2025 :

<https://untoldmag.org/the-crackdown-on-academic-freedom-in-europe-a-conversation-with-joseph-daher/>

